

Bulletin d'histoire politique

Stéphane Paquin, Économie politique internationale, Paris, Montchrestien, 2005, 160 p.

Michel Paulin



Volume 14, numéro 2, hiver 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054452ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054452ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paulin, M. (2006). Compte rendu de [Stéphane Paquin, *Économie politique internationale*, Paris, Montchrestien, 2005, 160 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 14(2), 277–280. <https://doi.org/10.7202/1054452ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Stéphane Paquin, *Économie politique internationale*, Paris, Montchrestien, 2005, 160 p.

MICHEL PAULIN

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

On ne peut éviter le phénomène de mondialisation dans l'étude des relations internationales au XXI^e siècle tellement il a d'impact sur les États et les populations. L'étude de l'économie politique internationale (EPI) s'avère donc cruciale pour une bonne appréciation des dimensions actuelles de la politique mondiale. Cette discipline, qui a émergé dans les années 1970, traite aujourd'hui de nouveaux enjeux, tous aussi complexes que passionnants, nécessitant, pour le néophyte, une solide initiation aux nouvelles problématiques qu'elle pose.

C'est précisément ce que Stéphane Paquin entreprend dans son livre *Économie politique internationale*, dans lequel il fait un tour d'horizon des principaux enjeux d'EPI de 1945 à nos jours. Le livre se veut d'abord et avant tout introductif, en s'adressant particulièrement aux étudiants du premier cycle, mais également à toute personne s'intéressant à l'économie politique, y compris les citoyens qui en viennent à subir les bienfaits et les contrecoups de la mondialisation. Les termes utilisés sont très clairs et loin d'être hermétiques. L'auteur inclut également une bibliographie sélective de lectures visant un approfondissement des connaissances présentées. Ainsi, les instructeurs cherchant un bon complément ou voulant soumettre de bonnes pistes de réflexion aux étudiants pourront facilement se référer à cet ouvrage. Toutefois, il ne faut pas s'attendre à ce que ce texte puisse assurer pleinement les fonctions d'un manuel de base en économie politique, puisqu'il traite exclusivement des enjeux et non des notions de base. Il est par contre un ouvrage complémentaire indispensable.

Afin d'aborder les sujets d'étude de l'EPI, l'auteur propose dès le départ un fil conducteur qui s'articule autour de deux phénomènes importants, soit la mondialisation et la reconfiguration du rôle de l'État ou, plus précisément, les transformations de sa puissance et de ses capacités d'intervention. Ces deux thèmes sont abordés de façon plus générale et dans une perspective historique dans les deux premiers chapitres.

Le premier est entièrement consacré à la mondialisation. L'auteur présente le débat autour de l'utilisation du terme et de sa définition. Les causes et les conséquences sont également bien analysées afin de mieux cerner l'ampleur et l'impact de ce phénomène. Bien qu'il n'y ait aucun consensus quant à sa définition, la mondialisation peut s'expliquer par la compression du temps et de l'espace, ainsi que par l'abolition des obstacles politiques aux échanges commerciaux. La comparaison de la période contemporaine avec celle de 1870-1914 démontre que l'étendue de la mondialisation est aujourd'hui sans précédent. En effet, le volume des mouvements transfrontaliers augmente et les frontières deviennent de plus en plus perméables, ce qui remet en cause le concept d'État-nation.

Le deuxième chapitre décrit les raisons de ces transformations dans une perspective historique. On retourne donc en 1945 pour suivre l'évolution du rôle de l'État, en partant des Trente Glorieuses (1945-1973) jusqu'aux années 1970 et 1980. Ce développement peut être résumé par le passage du keynésianisme, caractérisé par les politiques du plein emploi, au néolibéralisme, caractérisé par les politiques anti-inflationnistes et monétaristes. Le marché, de plus en plus libre des interventions étatiques, se mondialise rapidement. On comprend par la suite que la frontière qui existait entre le national et l'international s'est graduellement effritée, pour devenir pratiquement caduque.

Le livre est ensuite divisé par thèmes spécifiques, soit les firmes multinationales, la finance, les institutions économiques, le déclin de la capacité de l'État, l'EPI et la diplomatie, les nouveaux conflits et enfin une conclusion portant sur les enjeux à venir. À travers les sujets abordés dans ces sections, on comprend mieux les raisons pour lesquelles la mondialisation aura contribué au déclin de l'État, sans toutefois affirmer que l'importance de celui-ci dans les relations économiques internationales est devenue négligeable. En fait, le pouvoir politique connaît de profondes transformations et son rôle dans l'économie s'est considérablement modifié. L'exemple des relations entre les firmes multinationales et les gouvernements est patent au sens où la grande mobilité des entreprises limite et redéfinit les fonctions régulatrices des autorités publiques. La concurrence internationale force les gouvernements à prendre la responsabilité d'augmenter la compétitivité des firmes sur les marchés mondiaux. La compétition se joue non seulement entre les

firmer, mais également entre les États pour attirer les investissements directs étrangers. Par conséquent, l'internationalisation des marchés aura conféré aux acteurs privés plus d'autonomie vis-à-vis de l'État. Bien que les gouvernements semblent impuissants devant les menaces de délocalisation, il ne faut toutefois pas oublier que cette mobilité est le résultat de politiques étatiques.

Ce phénomène est aussi palpable dans le domaine de la finance internationale, où les pouvoirs publics, qui jouissaient auparavant d'un contrôle sur les flux de capitaux, se trouvent débordés face à la mobilité du capital. L'auteur ne s'arrête cependant pas à ce constat, le déclin de la capacité de l'État étant bien abordé et relativisé dans un chapitre entier. En fait, il présente le paradoxe selon lequel les gouvernements sont de plus en plus limités dans leurs fonctions régulatrices alors que l'on constate que les dépenses publiques des pays industrialisés ne cessent de croître. Néanmoins, face aux nouveaux enjeux, le rôle du pouvoir public doit être redéfini : loin d'être appelé à disparaître, celui-ci devient une source d'autorité parmi d'autres. Paquin démontre également que cette perte d'autorité se reflète aussi sur la capacité de formulation de la politique étrangère, un enjeu dont peu de livres traitent.

L'on fait également face à de nouvelles problématiques économiques, sociales et politiques d'ordre mondial, ce qui nécessite de plus en plus de coordination et de coopération, d'où le besoin d'institutions au niveau international afin d'éviter le chaos. L'ancien ordre westphalien, basé sur la souveraineté étatique, laisse place aux régimes internationaux pour augmenter la prévisibilité et favoriser la coopération. De plus, la scène internationale n'est plus seulement le domaine réservé des gouvernements, puisque de nouveaux acteurs transnationaux émergent. De ce fait, on voit apparaître le concept de gouvernance mondiale avec les organisations non gouvernementales qui réclament une meilleure représentativité au niveau international. Par conséquent, avec l'éventail de problèmes reliés à la mondialisation et le nombre croissant d'acteurs non étatiques dont les actions ont une portée mondiale, l'agenda international devient de plus en plus chargé.

C'est aussi vrai dans le domaine de la sécurité où la mondialisation, augmentant aussi la mobilité des personnes, amène son lot de problèmes auxquels les pouvoirs politiques doivent faire face. Le terrorisme, les épidémies ou la criminalité transnationale, sont tous des exemples qui, comme l'affirme l'auteur, font de l'élargissement de l'OTAN à l'Est un enjeu bien secondaire. L'intérêt général est aussi tourné vers l'étendue du concept de sécurité qui inclut maintenant celui de sécurité humaine, où l'individu fait l'objet de la politique internationale. De plus, dans le chapitre sur les nouveaux conflits,

Paquin démontre l'origine de plus en plus économique des guerres actuelles. Encore une fois, il affirme que les enjeux d'EPI seront de plus en plus appelés à être placés à « l'avant-scène de l'actualité ».

En réalité, le développement économique devient de plus en plus une priorité pour les États qui cherchent à mieux s'intégrer dans l'économie mondiale, tout en préservant leur souveraineté. L'interdépendance croissante entre pays conduit à d'autres problèmes, ce qui change la nature des conflits inter-étatiques. C'est, par exemple, le cas des différends commerciaux comme le bois-d'œuvre, le textile ou les subventions à l'agriculture, ou encore les dissensions Nord-Sud et les difficultés d'obtenir un consensus lors des négociations à l'Organisation mondiale du commerce.

Avec la mondialisation, les enjeux d'EPI prennent une grande place dans l'actualité, ce qui rend ce domaine d'étude très prometteur pour les futurs chercheurs. C'est en effet ce qui ressort de la conclusion du livre où Paquin jette un bref regard sur le futur et soulève d'importantes questions qui continueront sûrement d'animer beaucoup de discussions et débats pour les années à venir.